



Varia décembre 2024

Volume 2

Numéro coordonné par :

*Florent GOHOUROU
Maître de Conférences
UJLoG (Daloa - CI)*

*Quonan Christian
YAO-KOUASSI
Maître de Conférences
UJLoG (Daloa - CI)*

*Didier-Charles
GOUAMENE
Maître de Conférences
UJLoG (Daloa - CI)*

Numéro 2

2024

Espaces Africains

Revue des Sciences Sociales

**ISSN
2957-9279**

*Revue du Groupe de recherche PoSTer (UJLoG - Daloa - CI)
<https://espacesafricains.org/>*



Revue des Sciences Sociales

Numéro 2 | 2024 | Vol. 2

Varia – décembre 2024

Date de soumission : 13-08-2024 / Date de publication : 30-12-2024

LES SECTEURS D'ACTIVITÉS PORTEURS DE L'ÉCONOMIE LOCALE DE LA BANLIEUE DAKAROISE AU SÉNÉGAL

GROWTH SECTORS IN THE LOCAL ECONOMY OF THE DAKAR SUBURBS IN SENEGAL

Mor DIOP

RÉSUMÉ

La banlieue dakaroise regorge d'énormes potentialités socio-économiques portées par les secteurs d'activités comme l'artisanat productif, le commerce et les services qui sont le socle de l'économie locale. Ces secteurs d'activités constituent un grenier d'emplois pour les jeunes et un gisement de recettes fiscales pour les Collectivités Territoriales (CT). Cette étude qui vise à analyser l'économie locale de la banlieue s'est réalisée par le biais de la méthode mixte à savoir la triangulation de l'approche quantitative et qualitative. Ainsi, les résultats ont montré qu'à Pikine, les femmes sont majoritairement présentes dans les activités commerciales et dans le secteur de la couture, du stylisme. Cette situation est peut-être influencée par la présence des plus grands marchés du pays spécialisés dans la vente de tissus, d'habillements, de fruits et légumes. Quant aux hommes, ils sont plus présents dans l'artisanat productif et de services comme la menuiserie, la couture, etc. Ces activités génératrices de revenus se déroulent souvent dans les grandes artères, les rues, les ruelles et à l'intérieur des quartiers entraînant la modification des formes d'habitations et l'occupation de la voie publique. Le territoire de Pikine est majoritairement caractérisé par un secteur secondaire dense accompagné par des

activités commerciales et des services qui sont pour la plupart dans l'informel. De ce fait, les entreprises ou activités génératrices de revenus dans la banlieue sont généralement des micro-activités de subsistance avec des moyens et matériels rudimentaires qui ne s'inscrivent pas souvent dans une dynamique d'élargissement et de développement.

Mots-clés : secteurs d'activités, économie locale, Pikine, secteur informel, microentreprises, activités génératrices de revenus, l'artisanat productif et de services.

ABSTRACT

The suburbs of Dakar have enormous socio-economic potential, driven by sectors such as productive crafts, trade and services, which are the bedrock of the local economy. These sectors provide a wealth of jobs for young people and a source of tax revenue for local authorities. This study, aimed at analyzing the local economy of the suburbs, was carried out using a mixed method, i.e. a triangulation of quantitative and qualitative approaches. The results showed that in Pikine, women are predominantly present in commercial

activities and in the sewing and fashion design sector. This situation is perhaps influenced by the presence of the country's largest markets, specializing in the sale of fabrics, clothing, fruit and vegetables, etc. As for men, they are more present in productive and service crafts such as carpentry, sewing, etc. These income-generating activities often take place on main thoroughfares, streets, alleyways and within neighborhoods. These income-generating activities often take place on main thoroughfares, streets, alleyways and within neighborhoods, leading to changes in housing forms and the occupation of public thoroughfares. Pikine's territory is mainly characterized by a dense

secondary sector, accompanied by commercial activities and services that are mostly informal. As a result, income-generating businesses and activities in the suburbs are generally subsistence micro-activities with rudimentary means and materials, which are often not part of a dynamic of expansion and development.

Keywords : sectors of activity, local economy, Pikine, informal sector, microenterprises, income-generating activities, productive and service handicrafts

INTRODUCTION

La littérature sur l'économie locale aborde diverses thématiques qui consolident l'approche des zones d'activité économique vectrices de promotion du développement économique territorial. De l'attractivité des villes ou marketing territorial (Jallas 2001 : 140 et 2003 : 155) en passant par la création d'emplois et l'attente des retombées fiscales communales directes et indirectes (Gouttebel 2003 : 472 ; Demazière 2004 : 30-34 et 2005 : 59-65) jusqu'aux interventions économiques des villes, en particulier, et des

collectivités locales, en général (Demazière 2004 : 30-34 et 2005 : 59-65), les politiques de développement socioéconomiques s'appuient sur ces thématiques pour instaurer une économie locale productive, artisanale, commerciale ou de service. L'économie locale est caractérisée en Afrique et plus particulièrement au Sénégal, par le secteur informel qui est de loin le contributeur le plus important au PIB¹ et à l'emploi (Thiam 2018 : 120) surtout dans les zones urbaines.

Fig. 1 : Le Département de Pikine dans la Région de Dakar et dans le Sénégal



Source : Wikipédia, 2021 https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Fichier:Dakar_departments_big_print.png

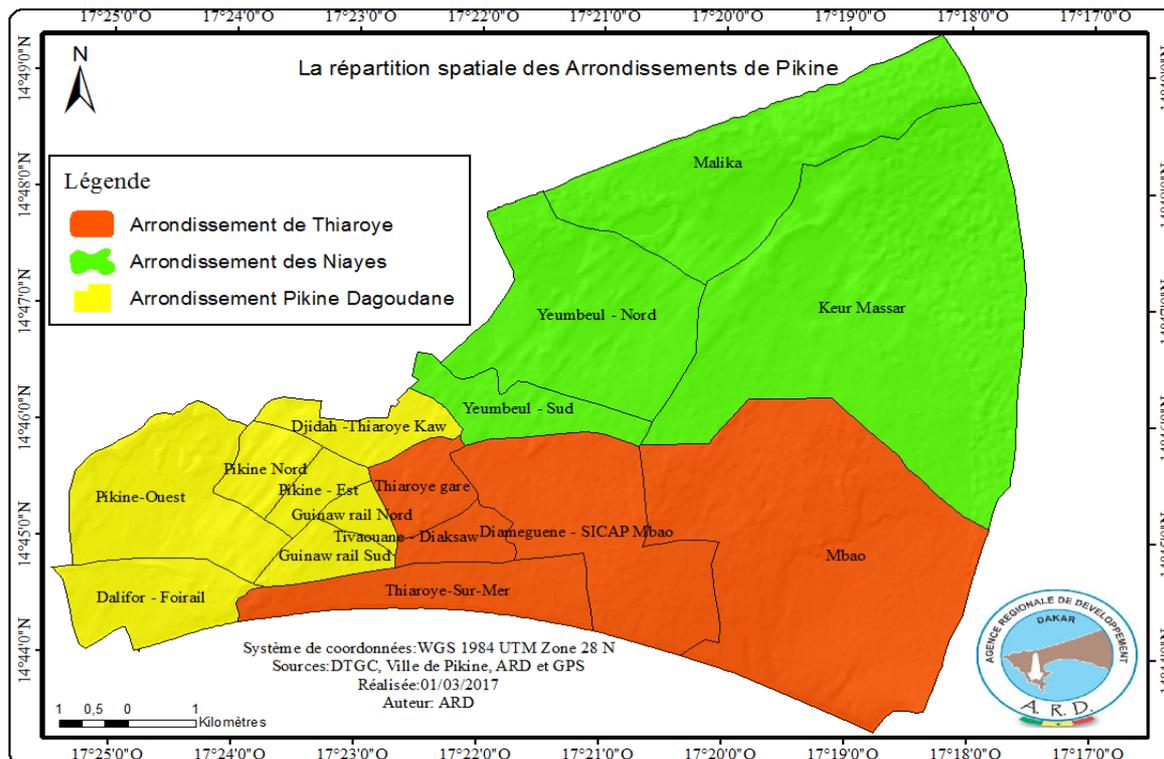
¹ Le Produit Intérieur Brut permet de mesurer la richesse créée dans un pays sur une année donnée. Il mesure le produit total créé grâce à la production de biens et services dans un pays au cours d'une certaine période. Il mesure également le revenu

gagné sur cette production. Le PIB par habitant d'un pays se calcule en divisant le PIB du pays par sa population totale.

Pikine qui se situe dans la zone de carrefour entre l'intérieur du pays et sa capitale économique et administrative, est naturellement une zone d'activités multiples. Ces dernières sont partagées entre l'informel qui demeure le secteur phare et certaines activités du primaire parmi lesquelles la pêche² domine visiblement (Fall 2014 : 152). Les collectivités territoriales de cette partie de la

banlieue dakaroise disposent de potentialités économiques, avec le dynamisme du secteur informel comme les corps de métiers (l'artisanat productif et de services), le commerce et les autres types d'activités génératrices de revenus qui engendrent beaucoup d'emplois et des retombées fiscales.

Fig. 2 : Les Arrondissements du Département de Pikine³



Source : ARD de DAKAR, 2017, PDC de Pikine Est

Mais dans cette zone urbaine, les stratégies politiques de développement socioéconomique n'arrivent pas à tirer de l'ornière la dynamique des acteurs de l'économie locale ou même à dégager des visions de développement territorial (Ndiaye 2013 : 16 et 2012 : 3) favorables à l'émergence économique et sociale. Elles ne prennent pas en compte suffisamment certains acteurs socio-économiques et les secteurs d'activités porteuses de l'économie locale. Or, ce sont ces dernières qui constituent les richesses et les potentialités du territoire dont leur méconnaissance et leur manque d'implication dans les politiques de développement socioéconomique des autorités locales et centrales

posent un problème majeur. De ce fait, la problématique de la configuration de l'économie locale et des potentialités économiques du territoire de Pikine, de même que la nature des activités porteuses de l'économie locale mérite d'être posée. Autrement dit, la part de l'artisanat productif et de services (les métiers), du commerce sur place, du commerce ambulant, de l'artisanat (art), sur l'employabilité des jeunes de la banlieue sera de mise dans ce travail. C'est une manière de voir quels sont la place et l'impact de ces secteurs sur les dynamiques économiques du territoire ainsi que les caractéristiques générales des secteurs d'activités exercés dans la banlieue (Pikine). Dès

² La pêche est pratiquée à Pikine particulièrement dans les localités de Thiaroye, Mbao.

³ Sur le plan administratif, le département de Pikine est amputé de l'Arrondissement des Niayes qui est érigée en département

depuis 2021. C'est actuellement le Département de Keur Massar (KM) créé par décret numéro 2021-687 du 28 mai 2021.

lors, il est question de savoir les secteurs d'activités qui portent l'économie locale de la banlieue et quels sont les secteurs d'activités qui hébergent plus d'emplois surtout des jeunes sur ce territoire ? Ainsi, l'objectif de cette recherche consiste à décrire les domaines d'activités qui emploient plus de jeunes de la banlieue. Il vise aussi à analyser la nature et les caractéristiques des secteurs d'activités porteurs de l'économie territoriale de Pikine.

1. MÉTHODOLOGIE

L'analyse des secteurs d'activités porteurs de l'économie locale, greniers d'emplois des jeunes de Pikine est faite à travers une approche mixte (quantitative et qualitative). C'est à travers la triangulation de ces deux approches que nous avons étudié la configuration et les caractéristiques des domaines d'activités génératrices de revenus dans la banlieue. De ce fait, nous avons utilisé principalement l'approche quantitative sur la question de la perception des jeunes sur les secteurs d'employabilité à Pikine. L'approche quantitative est accompagnée d'une certaine dose qualitative pour avoir des informations en profondeur sur cette question. Nous avons aussi utilisé l'observation qui est une méthode de collecte d'informations fiables, simples et faciles à interpréter. Elle nous a permis de compléter nos informations en analysant la zone d'étude et de vérifier sur le terrain le dynamisme et l'intensité des secteurs d'activités les plus présents et qui emploient plus de jeunes sur le territoire. Ce sont des éléments importants, des données capitales qui ont fait l'objet d'un apport considérable dans l'analyse et l'interprétation des résultats de l'étude.

Le choix et la sélection des jeunes qui ont participé à l'étude sont faits par la méthode d'« *Echantillonnage volontaire* » dans la mesure où

elle consistait à rencontrer des personnes avec des caractéristiques préalablement définies liées à l'âge (18-35 ans) et au lieu de résidence (Département de Pikine durant plus de 5 ans). Ainsi, le nombre total de jeunes enquêtés est de 292. Pour l'approche qualitative, nous avons aussi utilisé l'outil l'entretien semi-directif avec divers acteurs socio-économiques du territoire. Ainsi, nous avons interviewé 21 acteurs de divers horizons par rapport à leurs secteurs d'activités dans la banlieue. Ils sont des menuisiers, des couturiers et couturières, des mécaniciens, des soudeurs métalliques, des artisans, des sculpteurs, des jardinières, des gérants de multiservices, des commerçants / vendeurs, des entrepreneurs et des jeunes de la localité. L'analyse des données est réalisée par le biais des graphiques et des tableaux de tris croisés qui nous ont permis de ressortir les rapports de causalité entre les variables. Pour le traitement des données qualitatives, nous avons utilisé l'analyse de contenu avec des « verbatim » qui nous ont permis d'avoir des illustrations et des résultats approfondis sur la thématique étudiée.

2. RÉSULTATS

2.1. Les secteurs d'activités porteurs d'employabilité des jeunes et de l'économie locale

La configuration des secteurs d'activités qui portent l'économie locale de Pikine est étudiée sous l'angle des secteurs d'activités les plus présents sur le territoire et plus particulièrement du poids et du nombre de jeunes qui travaillent dans ces secteurs-là. C'est une manière de voir aussi les secteurs pourvoyeurs d'emplois et créateurs de richesses sur le territoire de Pikine. Ainsi, la parole est donnée à la jeunesse de la banlieue pour savoir les secteurs d'activités les plus dynamiques du territoire et où s'activent le plus les jeunes de Pikine.

Tabl. 1 : Les secteurs d'activités qu'exercent les jeunes de Pikine selon l'âge et le sexe

Les secteurs d'activités qu'exercent les jeunes de Pikine selon la tranche d'âge et le sexe							
N=292		Tranche d'âge			Sexe		Total
		Entre 18 et 23 ans	Entre 24 et 29 ans	Entre 30 et 35 ans	Féminin	Masculin	
Ambulant	Effectif	3	8	3	6	8	14
	%	3,2%	5,3%	6,3%	7,7%	3,7%	4,8%
Artisanat (art)	Effectif	3	5	0	1	7	8
	%	3,2%	3,3%	0,0%	1,3%	3,3%	2,7%
Travail de bureau	Effectif	1	0	0	0	1	1
	%	1,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,5%	0,3%
Commerce	Effectif	19	34	11	28	36	64
	%	20,2%	22,7%	22,9%	35,9%	16,8%	21,9%
Corps de métier (artisanat productif)	Effectif	49	81	29	32	127	159
	%	52,1%	54,0%	60,4%	41,0%	59,3%	54,5%
Autres à préciser	Effectif	19	22	5	11	35	46
	%	20,2%	14,7%	10,4%	14,1%	16,4%	15,8%
Total	Effectif	94	150	48	78	214	292
	%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête individuelle, 2023

L'analyse du tableau montre que la plupart des jeunes de Pikine s'exercent dans les corps de métiers c'est-à-dire dans l'artisanat productif et de services ainsi que dans le commerce. Dans toutes les tranches d'âge, les corps de métiers sont largement plus pratiqués par les jeunes de Pikine que les autres secteurs d'activités, et la catégorie d'âge 30-35 ans est plus représentative avec plus de 60%. C'est une tranche d'âge active et dynamique, consciente de ses responsabilités relatives à la prise en charge de ses propres besoins et de ceux de ses familles. C'est pourquoi ils sont très présents et s'exercent dans l'artisanat productif et de services. Ce dernier reste ainsi le domaine d'activités de prédilection de beaucoup de jeunes de la banlieue qui n'ont pas pu accéder à un certain niveau d'éducation, de formation et qui n'ont pas eu la possibilité de s'insérer dans le secteur formel public ou privé. D'autant plus que le territoire de Pikine présente un environnement où ce sont les secteurs d'activités de couture, de menuiserie, de mécanique, de menuiserie mécanique, de soudure, etc., qui sont les plus visibles à côté des activités commerciales. Il est donc normal que ces domaines d'activités cristallisent la plupart des jeunes de Pikine qui cohabitent avec ces ateliers. En effet, ces derniers sont très présents à l'intérieur des

quartiers. Il y a une certaine transformation des domiciles qui à la base n'avaient pas de garages ou d'ateliers. Beaucoup de maisons ont été modifiées pour l'installation d'un atelier de couture, de mécanique, de menuiserie, de menuiserie métallique, etc. En ce qui concerne la dimension genre, ce sont les femmes qui sont beaucoup plus présentes que les hommes dans les activités de commerce, avec un pourcentage de 35,9% contre 16,8%. Mais dans le département de Pikine, le domaine d'activité des métiers absorbe beaucoup plus de femmes, avec 41%, que le secteur du commerce, avec 35,9%. Cette situation s'explique généralement par la forte présence des femmes dans le secteur de la couture et du stylisme. Elle s'est répercutée sur le territoire de Pikine où c'est le secteur d'activité informelle qui domine largement le secteur formel. En plus, Pikine héberge beaucoup d'ateliers de couture à l'intérieur des quartiers suite à la modification des maisons (cohabitation ateliers-individus). Pour le domaine du commerce, le département de Pikine a trois grands marchés spécialisés, les marchés les plus dynamiques du pays. Il s'agit du marché « Zing » spécialisé dans la vente de tissus et d'habillements, du marché « Sandicat » spécialisé dans la vente de fruits et des produits forestiers et du marché « Thiaroye »

spécialisé dans la vente de légumes. Tous ces marchés sont des greniers d'emplois directs et indirects pour les jeunes et les femmes du territoire. Ces dernières en profitent pour s'approvisionner en

gros et mener leurs activités génératrices de revenus en détails.

Fig. 3 : Les activités dominantes à Pikine et l'occupation de la voie publique

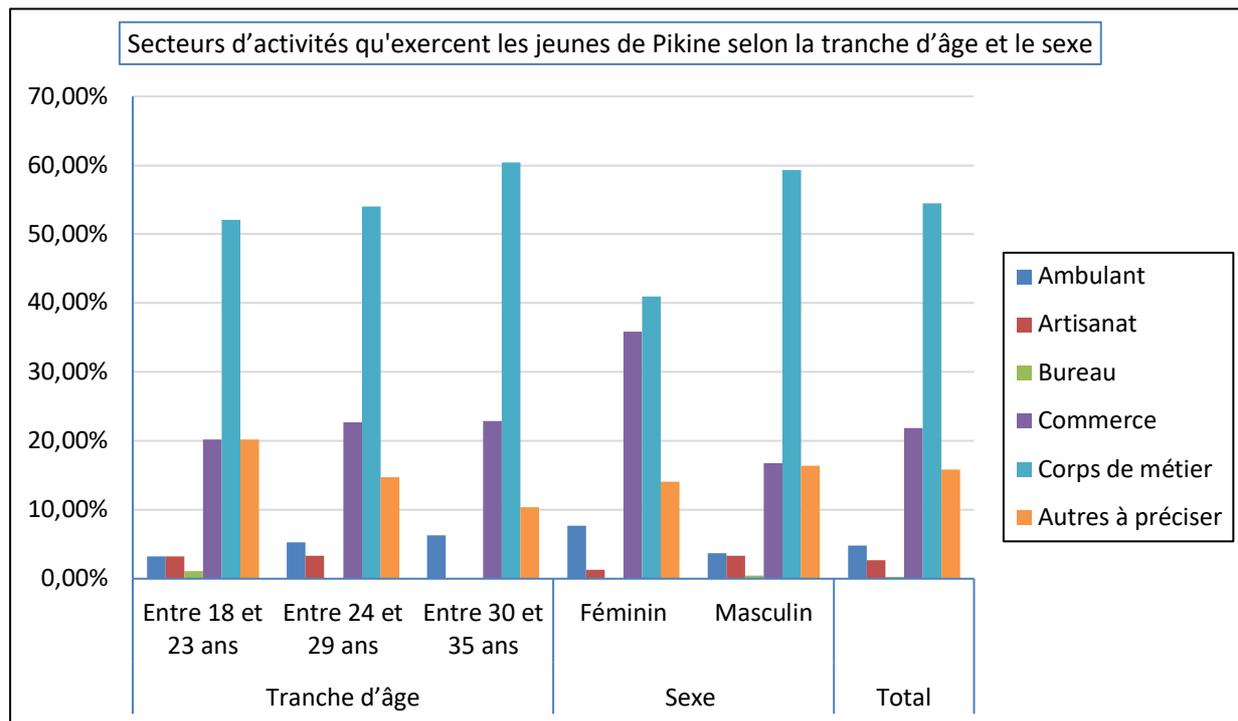


Source : Photos prises par nous-même, 2023

Les secteurs d'activités des « autres à préciser » constituent des boulangeries, des fast-foods/restaurants/tangana, des pharmacies, des services de transferts d'argent, des multiservices et plusieurs garages de transport. Ces derniers sont très présents dans le territoire de Pikine qui est une zone urbaine qui bénéficie d'une diversité de services de transports. La vente de produits alimentaires et la restauration occupent une place

importante sur le taux des « autres à préciser ». On note une activité assez considérable de vente de nourriture et d'alimentation pendant le soir et la nuit sur le territoire. Cette situation s'explique par l'absence de préparation du repas de dîner dans les maisons familiales due à la pauvreté ou à la lassitude. Ainsi, certaines populations se ravitaillent pour leur repas de nuit chez les vendeurs de couscous, de la bouillie, des fast-foods, etc.

Fig. 4. Secteurs d'activités d'employabilité des jeunes à Pikine



Source : Enquête individuelle, 2023

Le diagramme matérialise la domination du secteur des corps des métiers (l'artisanat productif et de services) sur les autres domaines d'activités. C'est un secteur qui catalyse pratiquement plus de 50% des jeunes en activité de la commune qui sont surtout dans la couture, la menuiserie, la mécanique, etc. C'est seulement chez les femmes

qu'on n'a pas atteint les 50%, car il y a une forte catégorie de femmes qui s'exercent dans le domaine du commerce. Cette configuration peut être influencée par la présence des grands marchés du pays « Sandicat », « Zing » et « Thiaroye » à côté des autres marchés et lieux de commerce sur les rues et ruelles du territoire.

2.2. La nature des secteurs d'activités porteurs de l'économie locale de Pikine

L'analyse des potentialités socio-économiques de Pikine s'appuie sur les différents secteurs d'activités génératrices de revenus. C'est une analyse en profondeur qui fait ressortir les caractéristiques de chaque grand domaine d'activités et son lien avec le territoire. Il s'agit d'une description des différents domaines d'activité du

territoire en mettant en exergue les caractéristiques de chaque type de domaine d'activité et ses avantages pour le territoire de Pikine. Dès lors, pour le secteur primaire, il y a l'élevage et le micro-jardinage, qui sont les principales activités dans la banlieue plus précisément à Pikine. C'est la production de volaille qui caractérise principalement l'élevage à Pikine. Ce secteur permet au territoire de Pikine d'être un lieu de production à petite échelle, mais surtout de

distribution et de consommation à grande échelle. Il n'engendre pas trop de retombées fiscales en faveur des communes et reste totalement dans l'informel. C'est un type d'activité qui se fait souvent à l'intérieur des maisons. La vente des produits aussi se réalise pratiquement à la maison. C'est pour cette raison qu'il est difficile de taxer et de recouvrer des recettes fiscales sur ces types d'activités.

Le secteur secondaire, composé de l'artisanat productif et de services, des différents corps de métiers, de la boulangerie et de la transformation de céréales et de fruits et légumes, etc., fait partie de l'un des secteurs d'activités porteurs de l'économie locale de Pikine. Il concerne principalement les tailleurs, les ébénistes, les menuisiers, les menuisiers métalliques, les bijoutiers, les sculpteurs, les fondeurs, les mécaniciens, etc. À cela s'ajoutent les transformatrices des produits céréaliers locaux, de la confiture et des jus de fruits. C'est un secteur où la plupart des acteurs sont dans le secteur informel. Il permet de positionner Pikine à petite échelle comme un lieu de production, de vente de produits et services, de transformation et d'écoulement des produits locaux, avec une forte propension à générer de recettes fiscales pour le budget des communes⁴.

En ce qui concerne le secteur tertiaire, nous avons les services de proximité et le commerce. Les services de proximité sont divers et concernent généralement les petits restaurants, les fast-foods, le transport, les TIC et multiservices, les services de réparation, les stations d'essence et d'entretiens. Pour le commerce, nous avons les supermarchés, les grandes surfaces, les boutiques d'alimentation générale, les kiosques d'Activités Génératrices de Revenus (AGR), les pharmacies, les marchés, la vente de divers articles, etc. C'est un secteur d'offres et de demandes de services où la plupart des acteurs sont dans le secteur informel. Il peut absorber aussi plusieurs coups de millions de recettes fiscales avec une bonne stratégie des

services de recouvrement de l'Etat et des collectivités territoriales⁵.

L'analyse des différents secteurs d'activités montre que l'économie de Pikine a un caractère hétérogène avec la coexistence des secteurs largement informels et un peu de formel. Plusieurs types d'activités sont exercés dans cette localité, dont les micros activités de subsistance et les activités menées par des petites entreprises. Cependant, il est nécessaire de relever les caractéristiques distinctives des activités exercées dans chacun de ces deux secteurs en vue d'avoir une lecture plus large de l'économie territoriale de Pikine.

2.2.1. Caractéristiques principales des microentreprises de la banlieue

Les micro-activités de subsistance concernent les secteurs d'activités comme le micro jardinage pour le secteur primaire, la petite transformation alimentaire de type culinaire, la transformation manuelle de céréales, une bonne partie de l'artisanat productif et de services pour le secteur secondaire et le petit commerce, le commerce ambulante, la petite restauration et les plats cuisinés, les services domestiques, etc, pour le secteur tertiaire. Généralement enracinées dans le tissu local et exercées dans les différents quartiers de la banlieue, ces activités sont, pour la plupart, juridiquement non constituées et peuvent être par le fait d'un individu, de la cellule familiale ou d'une association. Dans ce cas de figure, l'activité est souvent le fait d'un seul individu ou éventuellement, d'un petit groupe familial. Il n'y a pas de main-d'œuvre fixe. Le personnel se limite généralement aux membres de la famille. Sous ce rapport, un éleveur qui mène ses activités à la maison nous dit : « *Moi je travaille avec mes deux frères qui m'aident et qui sont en quelque sorte mes apprentis. Je leur apprend en même temps comment faire l'élevage de volaille et comment on doit suivre les poussins jusqu'à terme.* » De ce point

⁴ Toute la production locale ou en provenance du pays devant assurer l'approvisionnement de la grande agglomération dakaroise (Pikine) s'organise autour de certains points de commercialisation qu'on retrouve dans les différentes parties de Pikine (Fall 2014 : 147).

⁵ Les résultats montrent que le secteur du commerce (souvent caractérisé par la présence d'unités de production informelle qui ne dispose ni de locaux professionnels ni de cartes professionnelles) a la fréquence la plus élevée par rapport à l'évasion fiscale, soit 58,2%. La majeure partie de ces unités de productions informelles sont difficiles à localiser, car elles

peuvent opérer de manière ambulante ou ne pas avoir d'emplacement physique fixe. En conséquence, elles peuvent échapper à la fiscalité, car il est difficile pour les autorités fiscales de les identifier et de les taxer. Cette situation de manque de contrôle et de suivi de ces unités informelles par les pouvoirs publics peut être considérée comme la principale cause de l'invasion fiscale dans le secteur informel surtout dans le secteur du commerce où l'on trouve une proportion élevée (Gassama et Madhat 2023 : 548).

de vue, l'activité est purement familiale et il y a peu de professionnalisme. L'activité microentreprise de la banlieue est plus souvent dénudée de gestion au sens entrepreneurial du terme, elle manque de comptabilité, au sens professionnel du terme. La survie de l'activité est assurée par la pluriactivité et la multiplication des sources de revenus. Sur le plan logistique, le matériel est parfois élémentaire et basique avec l'utilisation des outillages manuels et/ou l'utilisation de technologies rudimentaires. Le matériel n'appartient pas toujours au micro-entrepreneur qui utilise souvent des équipements mis à sa disposition par une autre microentreprise ou un petit entrepreneur. Le porteur de l'activité à Pikine possède généralement une certaine expérience dans le secteur d'activité, mais la reproduction du savoir-faire est difficile dans la mesure où l'activité génératrice de revenus vise la survie et la subsistance. L'utilisation des revenus est entièrement dédiée à la satisfaction des besoins personnels et ceux de la famille. Le bénéfice est le plus souvent inexistant ou il n'est pas affecté au développement de l'activité. Sur ce point, une femme restauratrice affirme : *« Les bénéfices que je gagne dans mon activité ne sont pas importants et je les utilise totalement à la gestion de la dépense quotidienne, à la fourniture, à l'habillement des enfants et à la satisfaction des besoins des enfants »*. Par ailleurs, dans la banlieue, l'activité génératrice de revenus est souvent vécue comme un palliatif contre le chômage. Il faut sauvegarder l'équilibre familial menacé par la précarité, car ces bénéfices sont sporadiques. L'activité n'est pas dans une dynamique de développement, d'élargissement, il n'y a pas de recherche pour mieux satisfaire la clientèle. La microentreprise et ses travailleurs n'évoluent que très difficilement vers un autre statut et vers la petite entreprise. Mais pour le financement de l'activité, le recours à la famille, aux tontines et parfois aux institutions d'appui en microfinance est pratiqué. Ainsi, un jeune commerçant explique : *« C'est ma mère qui m'avait donné une petite somme d'argent pour le démarrage de mon activité. Mais jusqu'à présent j'ai du mal à décoller faute de financement important. J'ai des clients, mon activité marche mais je roule avec un petit fonds qui ne permet pas d'avoir d'importants bénéfices et de pouvoir élargir mon business. »*. La plupart des activités menées par des microentreprises de la banlieue se situent dans le secteur secondaire avec l'artisanat d'art, l'artisanat productif et de services ou les corps de

métiers (couture, menuiserie, menuiserie métallique, sculpture, bijouterie...) et la petite transformation de fruits et légumes et dans le secteur tertiaire avec le commerce (petites boutiques dans les quartiers) et la restauration (tangana, vendeuses de repas). Ainsi, les activités micro-entrepreneuriales enracinées dans le tissu local exercées dans les différents quartiers de la banlieue particulièrement dans les grandes artères de Pikine ne sont pas toujours juridiquement constituées. Sur ce point, un maître d'atelier de menuiserie déclare : *« Je n'ai pas de papiers, je ne suis pas formel, je ne vois pas l'intérêt. Nous, nous sommes des formateurs des jeunes renvoyés de l'école française, nous les récupérons et leur donnons du métier, mais nous ne sommes pas accompagnés et aidés par l'Etat et par la mairie. »* Dans ce cas de figure, l'activité s'effectue le plus souvent dans un local fixe (atelier, boutique, exploitation agricole, bureau) où le micro-entrepreneur est soit propriétaire soit locataire du local. Toute l'activité est centrée autour du micro-entrepreneur, mais la microentreprise a, en grande partie, du personnel qui se limite généralement aux membres de la famille, aux apprentis, voire aux journaliers. Généralement, le micro-entrepreneur est déjà un professionnel, il est doté d'un savoir-faire appris sur le tas ou par voie d'apprentissage et le plus souvent, il est capable de gérer son personnel. Pour certains, il y a les balbutiements d'une gestion de la production qui s'évolue vers la fabrication semi-industrielle. À ce propos, un mécanicien, chef de garage annonce :

« Nous sommes dans un métier qui évolue rapidement, à chaque fois, il y a de nouveaux modèles de voitures. Donc on est obligé d'évoluer, de travailler avec des outils modernes et sophistiqués. Mais par manque de moyens, nous ne pouvons pas s'industrialiser totalement. Nous allions tradition et outil moderne pour mener convenablement nos activités notre métier. »

Dès lors, certains métiers ou domaines d'activité incitent les acteurs qui y mènent des activités à évoluer vers la semi-modernité. Ainsi, c'est un domaine où la pluriactivité tend à disparaître au profit d'un métier reconnu à l'extérieur. À Pikine, il y a des types d'activités, des microentreprises où le micro-entrepreneur prend note de ses activités à travers une comptabilité sommaire ou simplifiée. Sous ce rapport, l'investissement est considéré comme un facteur de développement. En effet, il existe une réelle volonté d'accroître le niveau

d'investissement capitalistique avec du matériel élémentaire au départ transformé par des machines électriques ou à moteur. La présence d'un outillage plus sophistiqué est souvent constatée ainsi que l'utilisation de procédés techniques à la fois traditionnels et modernes. Le chef de la microentreprise dans l'artisanat possède la plupart du temps un « métier » (savoir-faire et expérience). Il peut être couturier, menuisier, mécanicien, soudeur, bijoutier..., très dynamique qui est en quête permanente d'occasions pour développer son activité (croissance et diversification). C'est pourquoi, il est entre la subsistance et l'accumulation de richesses. De ce fait, quelques micro-entrepreneurs de la banlieue sont le plus souvent prêts à utiliser d'une part, les revenus engrangés du business à la satisfaction de ses besoins personnels et d'autre part, au développement de l'entreprise, s'il en a la possibilité. Ainsi, un micro-entrepreneur déclare : « *L'argent que je gagne de mon activité une partie est destinée à la gestion de mes besoins et ceux de mes apprentis. L'autre partie est réinvestie dans l'activité. Ce qui permet son développement et son agrandissement.* » Dès lors, ces genres de micro-entrepreneurs sont en voie d'évoluer vers la formalisation juridique avec le développement de son activité (emprunt auprès d'une institution de microfinance, inscription au registre de commerce ou aux cartes d'artisan, etc.). Dans la banlieue, les microentreprises constituées sous forme de groupement ou d'association ont le plus souvent un statut juridique dès le départ sous le vocable d'un GIE. De manière générale, on note des rares micro-entrepreneurs qui sont dans la recherche d'opportunités de développement avec diversification, croissance ou essaimage. Ils sont aussi dans la recherche de satisfaction de la clientèle et de l'agrandissement des activités. Sur ce point, un couturier avance ces propos :

« *Vous voyez, j'ai beaucoup investi dans le décor et l'embellissement de l'atelier. C'est une manière d'attirer les clients et une forme d'organisation qui nous permet d'évoluer et d'avancer. Nous avons une secrétaire qui est chargé d'accueillir les clients et veille au respect des délais de livraison des vêtements des clients. Bon je ne dirai pas que nous sommes un atelier totalement moderne. Mais nous*

tendons vers la modernisation, vers une meilleure organisation de nos activités. » Ainsi, ces genres de microentreprises rencontrés à Pikine font le plus souvent recours aux institutions de microfinance ou à l'adhésion d'une mutuelle d'épargne et de crédit pour le financement et l'agrandissement de l'activité. Mais le micro-entrepreneur peut également recourir à l'endettement auprès des fournisseurs et/ou de la famille.

2.2.2. Caractéristiques principales des petites entreprises de la banlieue

À Pikine, les petites entreprises sont dans le secteur secondaire, avec la petite industrie⁶ ou tertiaire, avec les activités comme le commerce⁷ et comme les services (banques, multiservices), la restauration, les transports, etc. Elles sont souvent dans les activités entrepreneuriales enracinées ou non dans le tissu local qui sont tantôt juridiquement constituées, tantôt informelles. En effet, elles peuvent être le fait d'un entrepreneur individuel, d'une société, d'un groupement constitué ou non. L'activité s'effectue dans un espace fixe (atelier, boutique, ferme d'exploitation agricole, bureau, domaine industriel). Dans la banlieue, le petit entrepreneur est généralement propriétaire du local ou en location. Il a également le plus souvent un personnel permanent déclaré et/ou des journaliers ou un personnel d'appui qui n'est qu'exceptionnellement déclaré. À cet effet, un entrepreneur dit : « *Moi j'ai des employés que je paye tous les mois, j'ai un personnel permanent dans l'atelier. C'est un peu lourd, mais ça va on gère. On parvient à plus ou moins s'en sortir même si nous avons beaucoup de charge à prendre en compte et à gérer. Au début ce n'était pas comme ça, mais on a grandi, on a agrandi l'activité et on a recruté d'autres employés et ça marche et on s'en sort pas mal.* » Ainsi, ces types d'activités dans la banlieue sont en principe rentables et dégagent d'habitude un autofinancement nécessaire au développement. Dans la plupart des petites entreprises de Pikine, la rationalisation des pratiques de production croît de pair avec la croissance du capital productif. De même, l'augmentation du volume d'activités se traduit

⁶ Il y'a de petites industries dans la banlieue dans plusieurs domaines : exemple : industrie du bois. Beaucoup de petites industries se situent sur la route de Rufisque Km 14.

⁷ Les petites entreprises de types commerciales concernent les pharmacies, les grandes quincailleries, les grandes cosmétiques, les grandes surfaces, les stations d'essence, etc.

logiquement par une complexité croissante de l'ensemble des facteurs qui se combinent dans l'entreprise. Le petit entrepreneur est parfois conduit à s'adapter et, pour ce faire, il ajuste au plus près son mode de gestion. Ainsi, il est dans une position « réactive » par rapport à son environnement immédiat⁸, mais il n'est pas forcément dans une posture « d'anticipation ». À Pikine, le petit entrepreneur modernise le plus souvent son matériel et ses équipements, il est intensément dans l'utilisation de machines électriques et à moteur. À ce propos, un entrepreneur déclare : « *Nous utilisons un matériel de dernière génération, c'est le métier qui l'exige, il le faut pour exister sinon tu risques de disparaître. Nos plus gros clients sont des entrepreneurs comme nous, mais ils sollicitent nos services, ils ont besoin de nos machines pour leur activité. Nous gagnons de l'argent grâce à cela, donc notre matériel doit être au top et performant.* » Dès lors, dans la banlieue, ces types de petites entreprises sont dirigés par un chef qui est généralement un bon professionnel. Pour la plupart, il possède une grande expérience dans le domaine d'activité et détient généralement le savoir-faire. Il a l'esprit d'initiative et la flexibilité nécessaire pour ajuster avec une grande capacité d'anticipation, même s'il ne l'utilise pas à tout moment. Il vise l'accumulation de richesses et le développement, car la plupart de ces revenus sont utilisés en priorité pour le développement des activités et ensuite pour la satisfaction de ses besoins personnels. Les petites entreprises sont majoritairement dans la recherche d'opportunités et d'élargissement en proposant de nouveaux produits et en prospectant de nouveaux marchés⁹. Elles font recours aux banques commerciales et aux institutions de microfinance pour leur financement et peuvent aussi recourir à l'endettement auprès des fournisseurs. Dans cet ordre d'idées, un entrepreneur affirme : « *Les retombées de mon activité me permettent de contracter un prêt bancaire pour l'investir sur le développement de l'entreprise. Ça il le faut, c'est le business qui demande cela. Sans les banques ou les microfinances qui nous accordent des financements, nous ne pouvons pas aller loin. Pour l'agrandissement de nos activités, nous aurons besoin de financement et pour le moment ce sont*

les banques qui nous permettent d'en bénéficier, même si les taux et le délai de remboursement sont lourds pour nous. ». Ainsi, les petites entreprises surtout formelles de la banlieue ont plus ou moins accès aux financements des banques et des institutions financières décentralisées. La marche de leurs activités leur permet de disposer des garanties, même si le financement ne répond pas totalement aux besoins d'investissement des petites entreprises.

3. DISCUSSION

Le diagnostic et l'analyse des secteurs d'activités de la banlieue montrent que plusieurs goulots « étranglent » l'expansion de l'économie locale de Pikine. Les activités génératrices de revenus ou les entreprises de Pikine sont, en dépit de leur importance et de leur densité, le plus souvent confrontées à de nombreux problèmes qui constituent de véritables freins à leur développement. Les activités socioéconomiques évoluant dans le secteur informel en général et dans le domaine de l'artisanat productif et de services (corps de métiers) en particulier sont les plus touchées par ces difficultés. Ces dernières concernent la concurrence des produits étrangers, la saturation du marché, le manque de moyens financiers, l'utilisation d'un matériel souvent trop rudimentaire, l'accès difficile aux crédits, le manque de formation des entrepreneurs en gestion des entreprises, l'insuffisance, voire l'absence du soutien des autorités locales, le manque de visibilité de leurs produits, leur vulnérabilité dû à l'avènement d'un phénomène naturel et les conséquences d'une pandémie comme la Covid19. Ces difficultés secouent en effet l'économie locale de Pikine et entravent son développement territorial. Les produits consommés en majorité par la population de la banlieue viennent hors du territoire, que ce soit les produits utilisés par les artisans et les produits de consommation. Cette situation pose la question de l'industrialisation au sein du territoire. Pikine est faiblement industrialisé, on note quelques grandes entreprises formelles situées majoritairement dans la commune de Thiaroye Sur Mer, de Diamaguène Sicap Mbao, etc.

⁸ Il se donne les moyens de réagir rapidement aux changements internes qui affectent son entreprise.

⁹ Ils tentent de vendre leurs produits sur le marché local, national, sous régional et international. Ils visent l'exportation de leurs produits.

Dès lors, l'Etat et les collectivités territoriales doivent tenir compte de ces difficultés dans leurs stratégies de développement socio-économiques. Ils doivent apporter, partout dans le pays, des solutions idoines pour l'expansion et l'agrandissement des secteurs d'activités porteurs de l'économie locale. Pour ce faire, il faut chercher, surtout par des stratégies de développement socio-économique (comme le marketing territorial, le *branding*, etc.), à attirer le maximum d'activités génératrices de revenus, d'entreprises, d'activités créatrices de la base productive. « *C'est ainsi que de nombreuses villes se lancent, probablement avec raison, dans une démarche effrénée de séduction des entreprises et des investisseurs* » (Demazière 2000 : 27, cité par Mingou). Et pour atteindre cet objectif, la stratégie économique régulièrement mise en œuvre est l'aménagement et la promotion des zones d'activités (Leblanche et Guenancia-Bréger 2002 : 35-38 ; Demazière 2004 : 30-34 et 2005 : 289-309 ; Jallas 2001 : 140 et 2003 : 155) accueillant diverses activités (artisanat, bureaux, commerces, industries, etc.). Ainsi, certaines villes ou territoires n'hésitent pas à saisir les moindres opportunités qui leur sont offertes pour mettre à profit ce type de développement et améliorer leurs situations économiques (Mingou 2011 : 27) ainsi que les conditions d'existence de leur population. La singularité de ce modèle de développement économique local est qu'il place les entreprises ou les activités génératrices de revenus, créatrices de richesses et de revenus au cœur des stratégies de politique de développement socioéconomique.

L'Etat, les collectivités territoriales qui optent pour ce modèle de développement économique (par le biais de leurs projets de territoires) définissent, pour la plupart, des stratégies allant dans le sens de la valorisation des potentialités du territoire et à l'exploitation de ses ressources fiscales. C'est pourquoi, dans notre pays le secteur informel, qui porte l'économie locale de plusieurs zones urbaines et qui emploie la majorité des jeunes, doit être intégré dans les politiques de développement central et local car il est un énorme grenier fiscal. D'ailleurs, faire participer le secteur informel permet de contribuer à assurer une large participation des acteurs socio-économiques locaux qui, pour une très large majorité, y appartiennent. Leur implication dans les politiques de développement présente donc l'avantage de

leur permettre de proposer des solutions qui touchent l'ensemble de la population dont les conditions de vie dépendent largement du secteur informel. L'approche de promotion des activités génératrices de revenus, considérée comme réussie dans certains pays, peut permettre d'assurer une très large participation des acteurs économiques locaux au processus d'élaboration des stratégies de développement socio-économiques et de renforcer les capacités institutionnelles (Alliance Cities 2008 : 11) des conseillers départementaux et élus locaux.

Enfin, la question du financement des activités génératrices de revenus et du secteur privé informel pose également problème, or l'investissement est l'épine dorsale de l'émergence de l'économie locale. Les acteurs économiques de la banlieue soulignent la problématique de l'accès au financement qui peut être gérée aussi bien par les banques, les institutions de microfinance, les services publics de financement de l'État ou les collectivités territoriales. Ces dernières peuvent signer des contrats de garantie avec les banques et institutions de microfinance pour faciliter l'accès au financement des entrepreneurs et des opérateurs économiques. C'est une manière de gérer le problème de l'accès au financement du secteur privé informel auprès des banques et institutions de microfinance qui constitue un véritable casse-tête pour le développement économique territorial. Les services financiers de l'État et les collectivités locales doivent donc prendre des mesures idoines pour permettre aux acteurs privés une meilleure possibilité d'accès au financement qui va booster les activités économiques du territoire et la création de richesses.

Pour l'instant, ce sont les tontines et les investissements informels qui assurent l'accès aux revenus, surtout du côté des femmes, pour le financement de leurs activités génératrices de revenus. Or, les collectivités territoriales peuvent utiliser les structures de financement public et la diaspora qui détiennent des flux financiers importants pour assurer l'investissement des activités de l'économie locale au sein des territoires. Elles peuvent être ainsi une source de financements des projets, des initiatives économiques et l'entreprenariat des jeunes et des femmes.

CONCLUSION

Pikine regorge d'énormes potentialités économiques et fiscales qui peuvent permettre aux collectivités territoriales d'accroître leur budget et d'assurer les charges sociales, sanitaires, éducatives et environnementales des populations. L'économie locale repose principalement sur les secteurs d'activités informelles comme le commerce, l'artisanat productif et de services ainsi que les services de transfert d'argent. Donc, seule la maîtrise de l'assiette fiscale et le recouvrement rationnel des niches fiscales peuvent permettre aux collectivités territoriales de jeter les bases du développement socioéconomique du territoire.

En s'appuyant sur les documents de planification de certaines collectivités territoriales comme Pikine Est¹⁰, Thiaroye Sur Mer¹¹ et la ville de Pikine¹² ainsi que nos échanges avec les acteurs de l'économie locale, nous avons constaté que les collectivités territoriales oublient ou impliquent faiblement les acteurs socio-économiques surtout ceux qui sont déjà en activité et qui maîtrisent les rouages de l'entrepreneuriat dans leurs politiques de développement local. Elles prennent en charge ou impliquent uniquement les porteurs de projet, les nouveaux entrepreneurs. Or les entrepreneurs qui mènent déjà leurs activités génératrices de revenus participent à la revitalisation du territoire, payent des taxes, créent de l'emploi, exploitent les potentialités du territoire et portent l'économie locale. Donc, ce sont des acteurs importants qui ont de l'expertise et les ressources nécessaires pour participer aux réflexions destinées à la mise en place des stratégies de développement économique du territoire et à la réalisation de projet à vocation socio-économique. Sur ce point, l'analyse de l'économie territoriale de Pikine a révélé que les relations et les interactions entre les acteurs, organisations et institutions ne sont pas assez fluides et dynamiques pour porter le développement économique territorial des collectivités locales. Nous avons noté, en effet, soit une faible présence d'un ou des acteurs clés, soit une absence totale d'un ou de certains acteurs de la gouvernance économique territoriale. Durant notre enquête de terrain, la plupart des acteurs

économiques interrogés disent ne pas conviés ou impliqués par exemple dans les cadres de concertation ou bien lors de l'élaboration du budget.

L'économie locale de la banlieue et le développement économique du territoire de Pikine sont plombés par des difficultés organisationnelles qui doivent rapidement être tenues en compte par l'Etat central et les collectivités locales. On peut citer le manque de formation en gestion des entrepreneurs informels, le manque de visibilité des produits, le manque de renouvellement du matériel de production souvent trop rudimentaire. Pour régler ces problèmes, les autorités centrales et décentralisées doivent doter les acteurs économiques de formations en gestion des entreprises, les permettre de se formaliser et d'accéder aux financements. Elles doivent aussi organiser des foires ou fora pour exposer les produits issus du territoire, vendre et rendre le territoire de Pikine attractif.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALLIANCE CITIES, 2008. « Á l'écoute de votre économie locale : un guide pratique pour les villes », Rapport, Cities without slums, Washington, DC 20433 USA, p. 159. Disponible en ligne : <https://documents1.worldbank.org/curated/pt/596921468322469237/pdf/470860WPOFRENC1calOeconomy01PUBLIC1.pdf> (dernier accès août 2024).
- DEMAZIERE Christophe, 2000. *Entreprises, développement économique et espace urbain*, Paris, Economica, 189p.
- DEMAZIÈRE Christophe, 2004. « Les interventions économiques des collectivités locales », in *Cahiers français* n° 318, 2004 : Décentralisation, Etat et territoires, p. 30-34.
- DEMAZIÈRE Christophe, 2005. « Les interventions économiques des villes », in *Cahiers français* n° 328, 2005 : Villes et territoires, p. 59-65.
- DEMAZIERE Christophe, 2005. « Devenir métropole ? Stratégies de développement des agglomérations de taille moyenne », in *Bulletin de l'association des géographes français* n° 3. Septembre 2005, p. 289-309.
- FALL Modou, 2014. « Gouvernance territoriale et enjeux de l'intercommunalité : Cas du

¹⁰ PDC, Plan de Développement Communal de Pikine Est 2016-2021, 2017, ARD, PNDL, Commune de Pikine Est 2017.

¹¹ Plan de développement communal 2024/2028 de la commune de Thiaroye Sur Mer, 2023, élaboré par le cabinet 360° Conseil.

¹² Plan de Développement de la Ville (PDV) de Pikine 2018-2023, 2017, Version provisoire (Décembre 2017), PNDL, ARD, Ville de Pikine.

Département de Pikine», Thèse de doctorat, Géographie, UCAD, ETHOS, FLSH, 375 p.

GOUTTEBEL Jean Yves, 2003. *Stratégies de développement territorial*, Paris, 2ème édition, Economica, 472 p.

GASSAMA Moctar, MADHAT Fatima Zahara, 2023, « L'évasion fiscale dans le secteur informel au Sénégal à l'ère de la pandémie de la Covid 19 : Essai d'analyse », Actes de la conférence économique internationale de Dakar (CEID), Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023, pages 540 à 551.

JALLAS Michel, 2001. « Créer, aménager, promouvoir une zone d'activités », Guide méthodologique à l'usage des élus et autres acteurs du développement local, Paris, éd : ETD, CNER, DATAR, 140 p.

JALLAS Michel, 2003. « Moderniser et gérer durablement une zone d'activités économiques communale ou intercommunale », Guide méthodologique à l'usage des acteurs du développement local, Paris, éd : ETD, DATAR, 155 p.

LEBLANCHE Philippe et GUENANCIA-BREGER Nathalie, 2002. « Les zones d'activités : stratégies

d'aménagement et de développement », in *Dossier d'experts n° 343*, Voiron, La lettre du cadre territorial, S.E.P.T, 76 p.

MINGOU Christian Nala, 2011. "Impôts fonciers locaux et stratégies de développement territorial : le cas du foncier bâti communal en France", thèse de doctorat d'Université Paris-Est, 519 p.

NDIAYE Sambou, 2013. « Perspectives de reconstruction en Afrique de l'Ouest : la piste des innovations socio-territoriales », CRCOC (Chaire de Recherche du Canada en Organisation Communautaire), Cahier no 13-03, 31 p.

NDIAYE Sambou, 2012. « Le développement économique local au Sénégal : un état des lieux », CRCOC (Chaire de Recherche du Canada en Organisation Communautaire), Cahier no. 1201, 38 p.

THIAM Omar, 2018. « Le secteur informel en Afrique de l'Ouest : enjeux et perspectives », *Management & Sciences Sociales* 2018/2 (N° 25), pages 118 à 129.

AUTEUR

Mor DIOP

Docteur en sociologie du développement LASAP / ETHOS / UCAD

Courriel : mor56.diop@ucad.edu.sn



© Édition électronique

URL – Revue Espaces Africains : <https://espacesafricains.org/>

Courriel – Revue Espaces Africains : revue@espacesafricains.org

ISSN : 2957-9279

Courriel – Groupe de recherche PoSTer : poster_ujlog@espacesafricains.org

URL – Groupe PoSTer : <https://espacesafricains.org/poster/>

© Éditeur

- Groupe de recherche Populations, Sociétés et Territoires (PoSTer) de l'UJLoG
- Université Jean Lorougnon Guédé (UJLoG) - Daloa (Côte d'Ivoire)

© Référence électronique

Mor DIOP, «*Les secteurs d'activités porteurs de l'économie locale de la banlieue dakaroise au Sénégal*», Numéro varia (En ligne), (Numéro 2 | 2024), ISSN : 2957- 9279, p.55-69, mis en ligne, le 30 décembre 2024.

INDEXATIONS INTERNATIONALES DE LA REVUE ESPACES AFRICAINS



Voir impact factor : <https://sjifactor.com/passport.php?id=23718>



Voir la page de la revue dans Road : <https://portal.issn.org/resource/ISSN/2957-9279>



Voir la page de la revue dans Mirabel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15151/Espaces-Africains>



Voir la revue dans Sudoc : <https://www.sudoc.abes.fr/cbs/xslt/DB=2.1//SRCH?IKT=12&TRM=268039089>
